

Bâtir une  
position de  
leader dans  
le nouveau monde  
de la sécurité

R A P P O R T   A N N U E L   2 0 0 2

**GARDA**

## Profil

Ayant plus d'un quart de siècle d'expérience à son actif, Garda du Canada s'est donnée comme mission d'étendre l'horizon du domaine de la sécurité.

Garda est reconnue pour son approche de guichet unique, alliant techniques traditionnelles et systèmes à la fine pointe de la technologie, ce qui lui permet d'offrir des solutions entièrement intégrées en matière de sécurité. L'entreprise regroupe au-delà de 4000 employés spécialisés desservant la clientèle d'un océan à l'autre du pays.

### Une présence accrue au Canada

Garda s'est taillée une solide réputation à titre de fournisseur pour des entreprises de la nouvelle économie au Canada. Elle occupe une position de chef de file en matière de sécurité et de protection auprès d'entreprises de haute technologie et de divers autres domaines, y compris l'immobilier et le secteur industriel, partout au pays. Chaque jour, elle inscrit à sa liste de clients le nom d'entreprises parmi les plus en vue au Canada.

Reconnue pour sa capacité de traiter des dossiers d'une grande complexité, Garda est en mesure de jouer un rôle actif sur le plan de la consolidation du marché canadien de la sécurité. Grâce à une série d'acquisitions stratégiques, Garda a enregistré une importante croissance de ses ventes qui sont passées de 626 000 \$ en 1995 à plus de 73 millions de dollars pour l'exercice terminé le 31 janvier 2002. Au cours du dernier exercice, le magazine québécois, *L'Actualité*, a nommé Garda au titre d'entreprise québécoise ayant enregistré la plus forte croissance, tandis que la revue annuelle réalisée par le magazine *Profit* la plaçait au septième rang des entreprises canadiennes, selon le taux de croissance.

### Industrie en pleine croissance

Le secteur de la sécurité offre un fort potentiel de croissance. Surnommé « The Silent Giant » sur Wall Street, ce secteur a vu son chiffre d'affaires atteindre les 100 milliards de dollars aux États-Unis en 2001. Au Canada, la croissance est également très forte, une estimation prudente fait état de ventes de l'ordre des 4 milliards de dollars. Compte tenu de sa solide présence sur le marché et de son approche de guichet unique, Garda du Canada se trouve en bonne position pour bénéficier pleinement des possibilités offertes par cette croissance.

## Renseignements financiers choisis

(en milliers de dollars, sauf les données par action)

Exercices terminés les 31 janvier	2002	2001	2000
	\$	\$	\$
Ventes	73 055	59 932	24 168
BAIIA <sup>(1)</sup>	3 101	2 841	(273)
Bénéfice net (perte) redressé(e) <sup>(2)</sup>	612	875	(509)
Bénéfice net (perte)	(562)	488	(592)
Marge brute d'autofinancement	1 561	2 165	(552)
Bénéfice net (perte) redressé(e) de base par action	0,03	0,06	(0,04)
BAIIA de base par action	0,16	0,19	(0,02)
Marge brute d'autofinancement de base par action	0,08	0,15	(0,05)
Total de l'actif	21 439	20 947	14 698
Capitaux propres	5 144	3 736	1 472
Nombre moyen pondéré d'actions de catégorie A en circulation (en milliers)	18 847	14 700	11 439

(1) Bénéfice avant intérêts, impôts et amortissement.

(2) Bénéfice net (perte) excluant l'amortissement du fonds commercial et l'effet net d'impôts des éléments inhabituels.

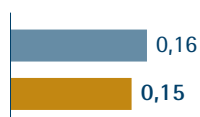
### Ventes

(en milliers de dollars)

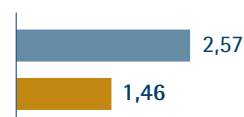


### BAIIA par action

(dilué, en dollars)



### Ratio de dette à l'avoir



### Frais de vente et d'administration

(en pourcentage des ventes)



### BAIIA

(en milliers de dollars)



### Nombre d'employés



■ = 2001

■ = 2002

## Message à nos actionnaires

Notre croissance de plus de 9500 % en cinq ans est remarquable. Aucune autre entreprise au Québec, toute industrie confondue, n'a réussi un tel exploit. Pourtant, notre croissance ne fait que commencer.

Le travail engagé de toute notre équipe nous aura permis de fournir à nos actionnaires des résultats positifs :

- Croissance interne soutenue ;
- Augmentation de bénéfice avant intérêts, impôts et amortissement ;
- Diminution du niveau d'endettement.

Surtout, nous avons mis en place une plate-forme solide pour la poursuite de notre croissance interne et une amélioration de nos marges bénéficiaires.

### Notre force : notre partenariat avec nos clients

L'intégration de nos huit dernières acquisitions étant maintenant terminée, nous avons pu mettre l'accent sur le développement de partenariats avec nos nombreux clients. Nous soutenons que si nous pouvons apprendre à mieux connaître nos clients et que ceux-ci peuvent découvrir toute la valeur que représente notre concept de guichet unique pour eux, ceci engendrerait une très forte croissance de nos services et une relation encore plus étroite avec nos partenaires. Nos clients doivent savoir que tout ce qui touche leur sécurité est de notre ressort. Nous pouvons les aider à tous les niveaux et c'est à nous de poursuivre la promotion de nos services.

### Notre actif : notre capital humain

Aucune entreprise du secteur de la sécurité n'investit autant que nous dans la formation de notre personnel. Nos employés n'ont pas qu'un rôle de sécurité, ils ont aussi un devoir social. Que ce soit dans un centre d'hébergement pour personnes âgées, un centre d'achats ou autres, nous sommes fiers du travail de nos 4000 employés, qui représentent dignement et avec fierté les valeurs profondes de notre Société.

Nous exigeons beaucoup de notre force de travail mais en retour, nous n'aurions pu connaître une si forte croissance sans eux. C'est la preuve que notre investissement dans le développement de nos ressources humaines est de l'argent bien placé.

### Notre mission : bâtir un leader

Notre croissance rapide est la conséquence d'une série de petit pas, d'une combinaison d'initiatives et d'acquisitions et d'une culture, à la fois entrepreneuriale et innovatrice. Elle a requis du temps et de la ténacité car notre parcours n'a pas toujours été dépourvu d'obstacles.

Les événements de cette année nous démontrent que nous avons raison de miser sur le long terme. Nous bâtissons une entreprise, un leader de la sécurité au Canada. Garda World dispose maintenant d'une masse critique dans tous les marchés auxquels elle participe. Nous offrons des gammes élargies de services et maîtrisons un grand nombre de technologies prometteuses.

Nous avons toujours cru en la prospérité en temps de paix. Cependant, depuis les événements du 11 septembre dernier, nous devons vivre avec un nouveau regard sur la sécurité. Fort de ses valeurs d'entreprise, Garda World est aujourd'hui outillée pour traverser cette période d'incertitude mondiale. Mieux encore, nous disposons de bases solides pour poursuivre notre croissance et atteindre de nouveaux sommets.

### **Notre engagement : le rendement de nos actionnaires**

Nous avons tous un devoir de faire connaître l'histoire et le succès de notre entreprise. Dans un marché où les investisseurs regardent les petites capitalisations à la loupe, il devient opportun de faire connaître notre modèle d'affaires à la communauté financière.

De style entrepreneurial, Garda World cultive une approche intégrant la prise de risques calculés, un style de gestion très pro-actif et des valeurs basées sur la responsabilité individuelle. Nous recherchons pour nos actionnaires, un rendement supérieur à moyen et long terme.

Nous regardons l'exercice 2003 avec optimisme car nous pensons avoir mis en place les facteurs qui contribueront au succès de l'entreprise et en amélioreront le rendement aux actionnaires.

En terminant, je tiens à remercier la solide équipe de gestionnaires qui m'entoure. Je remercie également tous les administrateurs de la Société pour leurs précieux conseils, leur vigilance et leur support.

(signé)

Stéphan D. Crétier, MBA

Président du conseil et chef de la direction

## Analyse financière par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation

La présente analyse de la direction fournit de l'information sur les activités de Corporation de Sécurité Garda World (la Société) sur une base consolidée, ainsi qu'une comparaison de la situation financière et des résultats d'exploitation pour les périodes de douze mois terminées le 31 janvier 2002 (exercice 2002) et le 31 janvier 2001 (exercice 2001). Cette information doit être lue en parallèle avec les états financiers consolidés et les notes y afférentes.

### Résultats d'exploitation

Les ventes pour l'exercice terminé le 31 janvier 2002 ont connu une croissance de près de 22 % par rapport à l'exercice précédent, passant de 59 932 175 \$ en 2001 à 73 055 307 \$ en 2002. Cette hausse s'explique essentiellement par une croissance interne soutenue de près de 17 % dans nos principaux services offerts (sûreté, enquêtes, prévention des pertes et technologie) et par l'impact sur un exercice complet des acquisitions stratégiques complétées pendant l'exercice 2001.

Le bénéfice brut a augmenté de près de 15 %, passant de 6 630 297 \$ (ou 11,1 % des ventes) en 2001 à 7 600 511 \$ (ou 10,4 % des ventes) en 2002. Malgré la hausse des ventes, les marges ont été touchées par divers facteurs, dont la croissance organique rapide, le changement dans le mixte de ventes, et la pression sur les activités d'exploitation à la suite des événements du 11 septembre 2001.

Les frais de vente et d'administration sont passés de 3 788 978 \$ (ou 6,3 % des ventes) en 2001 à 4 499 526 \$ (ou 6,1 % des ventes) en 2002. Cette hausse est attribuable aux acquisitions stratégiques effectuées pendant l'exercice 2001, et surtout à l'expansion géographique de la Société au Canada, qui ont donné lieu à une structure plus élevée de frais fixes. Néanmoins, nous sommes demeurés près de notre objectif de 6 % des ventes.

Le bénéfice avant intérêts, impôts et amortissement (BAIIA) a augmenté de 9 %, passant de 2 841 319 \$ (ou 4,7 % des ventes) en 2001, à 3 100 985 \$ (ou 4,2 % des ventes) en 2002. Le BAIIA dilué par action est demeuré stable, à 0,16 \$ en 2001 et 0,15 \$ en 2002.

L'amortissement des immobilisations corporelles et l'amortissement du fonds commercial sont passés de 471 342 \$ et 386 813 \$ respectivement en 2001, à 728 683 \$ et 789 990 \$ respectivement en 2002. Ces hausses reflètent l'augmentation générale du niveau d'activité, ainsi que le plein impact en 2002 des acquisitions stratégiques effectuées pendant l'exercice 2001.

Les frais financiers, globalement, sont passés de 985 872 \$ en 2001 à 1 887 580 \$ en 2002. Les frais financiers de l'exercice 2002 comprennent 590 000 \$ de frais directs non récurrents liés au refinancement de la facilité de crédit bancaire et des débentures convertibles. Le reste de la hausse reflète l'augmentation du volume d'affaires en 2002 ainsi que le plein impact sur le dernier exercice des coûts de financement des acquisitions stratégiques effectuées au cours de l'exercice 2001.

La provision pour impôts futurs en 2002 et en 2001 ne représente qu'un renversement de l'actif d'impôts futurs et n'entraîne aucun déboursé de fonds.

La Société a terminé l'exercice 2002 avec une perte nette de 561 768 \$ (ou 0,03 \$ par action) comparativement à un bénéfice net de 487 928 \$ (ou 0,03 \$ par action) en 2001. La perte de l'exercice 2002 s'explique essentiellement par la hausse des frais financiers et des dépenses d'amortissement.

### Liquidités et ressources en capital

La marge brute d'autofinancement est passée de 2 165 350 \$ en 2001 à 1 560 675 \$ en 2002. Cette baisse est imputable principalement à la hausse de 901 708 \$ des frais financiers. Cependant, le refinancement bancaire et le rachat de débentures convertibles permettront de réaliser des économies annuelles de 350 000 \$ au chapitre des intérêts débiteurs, et ce, dès l'exercice 2003. Les variations du fonds de roulement s'expliquent essentiellement par la croissance organique de la Société.

Au cours de l'exercice 2002, le capital-actions de la Société a augmenté de 1 969 709 \$ à la suite d'un placement privé dans le cadre d'un RÉAQ et de l'exercice de bons de souscription. Les produits de ces opérations ont été affectés à la position de trésorerie, ce qui, en plus des flux de trésorerie provenant de l'exploitation et du refinancement de la facilité de crédit bancaire, passée de 4 000 000 \$ à 8 000 000 \$, ont permis à la Société de racheter 2 426 600 \$ de débentures convertibles et de rembourser 432 200 \$ sur la dette à long terme. Conséquemment, le ratio de dette à l'avoir s'est amélioré, passant de 2,57 en 2001 à 1,46 en 2002.

Les activités d'investissement ont requis des liquidités de 2 426 432 \$ en 2001 comparativement à 680 474 \$ en 2002. Cette baisse est principalement liée au fait qu'il n'y a eu aucune acquisition d'entreprises en 2002.

### Risques et incertitudes

La Société mène ses activités dans un secteur extrêmement compétitif, dans lequel une saine gestion des ressources est primordiale. Afin d'assurer sa rentabilité et sa croissance, la Société cherche constamment à améliorer ses systèmes de gestion et de contrôle.

### Perspectives

Notre objectif n'a pas changé : maximiser la valeur pour les actionnaires par la croissance tant organique que stratégique. Bien que nous n'ayons effectué aucune acquisition d'entreprises au cours de l'exercice 2002, nous avons été très vigilants dans la recherche d'occasions d'affaires. Nous demeurons confiants d'accroître les bénéfices en mettant davantage l'accent sur les produits et services à valeur ajoutée ainsi que sur notre expansion géographique.

## Énoncé de responsabilité de la direction

Les états financiers consolidés de Corporation de Sécurité Garda World, qui sont présentés dans les pages qui suivent, ainsi que tous les renseignements contenus dans le présent rapport annuel, sont la responsabilité de la direction et font l'objet d'approbation par le conseil d'administration de la Société.

Ces états financiers ont été dressés par la direction selon les principes comptables généralement reconnus au Canada. Ils comprennent des montants fondés sur l'exercice de jugements et d'estimations. L'information financière contenue ailleurs dans le rapport annuel est conforme aux données présentées dans les états financiers.

Pour assurer la justesse et l'objectivité des données contenues dans les états financiers, la direction de la Société s'est dotée de systèmes de contrôles comptables internes. La direction croit que les contrôles comptables internes donnent l'assurance raisonnable que les documents financiers sont fiables et constituent une base adéquate pour l'établissement d'états financiers, et que les biens de l'entreprise sont convenablement comptabilisés et préservés.

Le conseil d'administration exerce sa responsabilité relativement aux états financiers contenus dans le présent rapport annuel, surtout par l'entremise de son comité de vérification. Le comité de vérification, qui est principalement composé de membres externes, revoit les états financiers annuels de la Société et recommande qu'ils soient approuvés par le conseil d'administration. Les vérificateurs externes rencontrent périodiquement le comité de vérification pour discuter de la vérification, de la présentation de l'information financière et autres sujets connexes. Ces états financiers consolidés ont été vérifiés par PricewaterhouseCoopers s.r.l., vérificateurs externes désignés par les actionnaires.

Le président du conseil et chef de la direction,

Le vice-président et chef de la direction financière,

(signé)

(signé)

Stéphan D. Crétier, MBA

Yani Gagnon, CA, CPA

Montréal (Québec) Canada

Le 3 mai 2002

## Rapport des vérificateurs

Aux actionnaires de  
Corporation de Sécurité Garda World

Nous avons vérifié les bilans consolidés de Corporation de Sécurité Garda World aux 31 janvier 2002 et 2001 et les états consolidés des résultats, des bénéfices non répartis (déficit) et des flux de trésorerie des exercices terminés à ces dates. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la Société. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur nos vérifications.

Nos vérifications ont été effectuées conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers consolidés donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de la Société aux 31 janvier 2002 et 2001 ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour les exercices terminés à ces dates selon les principes comptables généralement reconnus du Canada.

(signé) PricewaterhouseCoopers s.r.l.

Comptables agréés

Montréal (Québec) Canada

Le 12 avril 2002

## Bilans consolidés

Aux 31 janvier 2002 et 2001	2002	2001
	\$	\$
<b>Actif</b>		
<b>Actif à court terme</b>		
Encaisse	388 802	—
Comptes débiteurs		
Clients	9 984 208	7 983 318
Autres	96 142	498 802
Stocks	198 825	110 535
Travaux en cours	2 246 264	2 636 860
Impôts sur le revenu	41 630	133 237
Frais payés d'avance	211 843	218 300
Solde de prix de vente à recevoir, portant intérêt au taux de 8 %, recouvrable au plus tard le 1 <sup>er</sup> décembre 2002 et garanti par une hypothèque immobilière	200 000	—
	13 367 714	11 581 052
<b>Solde de prix de vente à recevoir</b>	—	200 000
<b>Immobilisations corporelles</b> (note 4)	1 272 173	1 320 382
<b>Fonds commercial</b> , déduction faite de l'amortissement cumulé de 1 259 936 \$ (469 946 \$ en 2001)	5 914 938	6 704 928
<b>Frais de financement reportés</b> , déduction faite de l'amortissement et de la radiation cumulés de 186 000 \$ (84 000 \$ en 2001)	74 000	176 000
<b>Impôts futurs</b> (note 10)	810 606	965 106
	21 439 431	20 947 468
<b>Passif</b>		
<b>Passif à court terme</b>		
Découverts bancaires	—	1 112 904
Emprunts bancaires (note 5)	5 518 711	3 600 000
Comptes créditeurs et charges	8 289 947	7 550 202
Revenus reportés	100 000	50 000
Partie à court terme de la dette à long terme (note 6)	58 513	432 361
Partie à court terme des débentures convertibles (note 7)	586 767	269 622
	14 553 938	13 015 089
<b>Dette à long terme</b> (note 6)	32 029	90 381
<b>Débentures convertibles</b> (note 7)	1 709 615	4 106 090
	16 295 582	17 211 560
<b>Capitaux propres</b>		
<b>Capital-actions</b> (note 8)	5 640 953	3 671 244
<b>Bénéfices non répartis (déficit)</b>	(497 104)	64 664
	5 143 849	3 735 908
	21 439 431	20 947 468

Approuvé par le conseil

(signé)  
Stéphan D. Crétier, administrateur

(signé)  
Louis-Philippe Séguin, administrateur

## Résultats consolidés

Pour les exercices terminés les 31 janvier 2002 et 2001	2002	2001
	\$	\$
<b>Ventes</b>	73 055 307	59 932 175
<b>Coût des ventes</b>	65 454 796	53 301 878
<b>Bénéfice brut</b>	7 600 511	6 630 297
<b>Frais d'exploitation</b>		
Frais de vente et d'administration	4 499 526	3 788 978
Frais financiers		
Dette à long terme et débetures convertibles	915 149	868 404
Éléments inhabituels <i>(note 11)</i>	590 000	—
Autres	382 431	117 468
Amortissement des immobilisations corporelles	728 683	471 342
Amortissement du fonds commercial	789 990	386 813
Amortissement et radiation des frais de financement reportés	102 000	72 000
	8 007 779	5 705 005
<b>Bénéfice (perte) avant impôts</b>	(407 268)	925 292
<b>Charge d'impôts sur le revenu <i>(note 10)</i></b>		
Impôts exigibles	—	5 364
Impôts futurs	154 500	432 000
	154 500	437 364
<b>Bénéfice net (perte) de l'exercice</b>	(561 768)	487 928
<b>Bénéfice (perte) de base et dilué par action <i>(note 8 g)</i></b>	(0,03)	0,03

## Bénéfices non répartis (déficit) consolidés

Pour les exercices terminés les 31 janvier 2002 et 2001	2002	2001
	\$	\$
Bénéfices non répartis (déficit) au début de l'exercice	64 664	(423 264)
Bénéfice net (perte) de l'exercice	(561 768)	487 928
<b>Bénéfices non répartis (déficit) à la fin de l'exercice</b>	<b>(497 104)</b>	<b>64 664</b>

## Flux de trésorerie consolidés

Pour les exercices terminés les 31 janvier 2002 et 2001

	2002	2001
	\$	\$
<b>Flux de trésorerie liés aux</b>		
<b>Activités d'exploitation</b>		
Bénéfice net (perte) de l'exercice	(561 768)	487 928
Ajustements pour		
Amortissement des immobilisations corporelles et du fonds commercial	1 518 673	858 155
Amortissement et radiation des frais de financement reportés	102 000	72 000
Impôts futurs	154 500	432 000
Prime courue applicable sur débetures	347 270	315 267
	1 560 675	2 165 350
Variation des éléments hors caisse du fonds de roulement <i>(note 9)</i>	(408 115)	(2 282 330)
	1 152 560	(116 980)
<b>Activités de financement</b>		
Découverts bancaires	(1 112 904)	1 112 904
Augmentation de l'emprunt bancaire	1 918 711	2 470 000
Nouvelle dette à long terme	—	32 923
Versements sur la dette à long terme	(432 200)	(1 455 294)
Rachat de débetures convertibles	(2 426 600)	—
Émission d'actions, déduction faite des frais d'émission	1 969 709	332 143
	(83 284)	2 492 676
<b>Activités d'investissement</b>		
Acquisition d'immobilisations corporelles	(680 474)	(779 255)
Augmentation du fonds commercial	—	(423 599)
Acquisitions d'entreprises, déduction faite de l'encaisse acquise	—	(1 223 578)
	(680 474)	(2 426 432)
<b>Variation nette de l'encaisse au cours de l'exercice</b>	<b>388 802</b>	<b>(50 736)</b>
<b>Encaisse au début de l'exercice</b>	<b>—</b>	<b>50 736</b>
<b>Encaisse à la fin de l'exercice</b>	<b>388 802</b>	<b>—</b>
<b>Renseignements additionnels</b>		
Intérêts payés	925 671	597 468
Impôts sur le revenu payés (recouvrés)	(80 000)	5 364

# Notes afférentes aux états financiers consolidés

31 janvier 2002 et 2001

## 1 Mode de présentation et nature des activités

Le 13 août 1999, la Corporation de Sécurité Garda World (la « Société ») complétait l'acquisition de la totalité des actions de Corporation de Sécurité Trans-Canada (« TC ») d'une valeur estimée à 2 160 000 \$, en contrepartie de l'émission de 9 000 000 d'actions de catégorie « A » d'une valeur de 0,24 \$ par action. Cette transaction a été traitée à titre de prise de contrôle inversée de la Société par TC et comptabilisée selon la méthode de l'achat pur et simple, tel qu'il est prévu par les règles en vigueur pour ce type de transaction. Les présents états financiers consolidés reflètent les comptes de TC à leur valeur comptable puisque TC a été réputée être l'acquéreur. Les éléments d'actif et de passif de la Société ont été reflétés à leur juste valeur marchande en date du 13 août 1999, date de la transaction. Les comptes et les résultats de la Société ont été inclus dans ces états financiers consolidés depuis sa date d'acquisition, soit le 13 août 1999. La structure du capital-actions est celle de la Société.

La Société exerce ses activités dans le secteur de la prestation de solutions en matière de sécurité.

## 2 Principales conventions comptables

### Périmètre de consolidation

Les états financiers consolidés comprennent les comptes de la Société et de ses filiales, soit :

Filiales	Participation détenue aux 31 janvier	
	2002	2001
	%	%
Groupe de Sécurité Garda inc.	100	100
Systèmes de Sécurité Lister & Stop inc.*	—	100
Garda, Gestion de stationnement inc. (9022-4528 Québec inc. en 2001)	100	100
Riscon Services Limited	100	100
Soft Management Inc.	70	70
Softalarm Inc.	70	70

\* Le 26 août 2001, cette société a été liquidée dans la société Groupe de Sécurité Garda inc.

### Estimations de la direction

La préparation d'états financiers conformément aux principes comptables généralement reconnus exige que la direction effectue des estimations et établisse des hypothèses qui ont une incidence sur les montants de l'actif et du passif figurant au bilan, sur la présentation d'actif et de passif éventuels à la date des états financiers et sur les montants des produits et des charges de la période visée. Les estimations importantes comprennent la provision pour créances douteuses, l'évaluation du fonds commercial et certaines charges à payer. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

## 2 Principales conventions comptables (suite)

### Juste valeur marchande des instruments financiers

La Société a évalué la juste valeur marchande de ses instruments financiers en se basant sur les taux d'intérêt actuels, la valeur au marché et le prix actuel d'un instrument financier assorti de conditions comparables. À moins d'indication contraire, la valeur comptable de ces instruments financiers est considérée comme approximativement égale à leur juste valeur.

### Risque de crédit

La Société effectue une révision continue pour tous ses clients et comptabilise une provision pour les comptes douteux lorsque les comptes sont jugés irrécouvrables.

### Constatation de produits

Les ventes sont constatées lorsque les services sont rendus.

### Stocks

Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette. Le coût est déterminé selon la méthode du coût spécifique.

### Travaux en cours

Les travaux en cours représentent les ventes non facturées à la fin de l'exercice.

### Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût, moins l'amortissement cumulé correspondant. L'amortissement est calculé sur la durée d'utilisation prévue, selon les méthodes et aux taux annuels ou périodes qui suivent :

	Méthode	Taux/période
Mobilier de bureau	solde dégressif	20 %
Matériel informatique	solde dégressif	30 %
Équipement	solde dégressif	20 %
Matériel roulant	solde dégressif	30 %
Uniformes	linéaire	2 ans
Améliorations locatives	linéaire	5 ans

### Fonds commercial

Le fonds commercial résultant de l'acquisition de filiales complétée avant le 1<sup>er</sup> juillet 2001 est amorti selon la méthode de l'amortissement linéaire sur des périodes de cinq à vingt ans. La Société réévalue périodiquement la valeur du fonds commercial en se basant sur les flux de trésorerie prévus. Une provision est comptabilisée pour toute baisse de valeur permanente.

### Frais de financement reportés

Les frais de financement reportés comprennent les frais d'émission des débentures convertibles et sont amortis sur la durée des débentures convertibles.

## 2 Principales conventions comptables (suite)

### Impôts futurs

La Société utilise la méthode du passif fiscal pour la comptabilisation des impôts sur le revenu. Selon cette méthode, les impôts futurs sont calculés sur la différence entre les valeurs fiscales et comptables des différents actifs et passifs. Le taux d'imposition en vigueur lorsque ces différences se résorberont est utilisé pour calculer l'impôt futur à la date du bilan. Les actifs d'impôts sont constatés lorsqu'il est plus probable qu'improbable que l'actif sera réalisé.

### Montants par action

Au 1<sup>er</sup> février 2001, la Société a adopté rétroactivement les nouvelles recommandations de l'Institut Canadien des Comptables Agréés relativement au calcul du bénéfice par action. La norme exige que la méthode du rachat d'actions soit utilisée dans la détermination de l'effet de dilution des options d'achat d'actions et des bons de souscription lors du calcul du bénéfice dilué par action. De plus, les actions dont l'émission est conditionnelle ne sont pas considérées comme des actions en circulation lors du calcul du bénéfice par action; toutefois, elles sont prises en compte lors du calcul du bénéfice dilué par action. L'adoption de la nouvelle norme n'a eu aucune influence sur les montants précédemment déclarés.

Les montants par action sont déterminés selon le nombre moyen pondéré d'actions de catégorie « A » en circulation au cours de l'exercice.

### Options d'achat d'actions

Aucune charge n'est constatée à l'égard du régime lorsque les options sont émises en faveur des dirigeants, administrateurs et employés. Toute contrepartie payée lors de la levée des options est portée au crédit du capital-actions.

Si des options d'achat d'actions sont rachetées des bénéficiaires, l'excédent de la contrepartie payée par rapport à la valeur comptable de l'option d'achat d'actions annulée est porté aux bénéfices non répartis.

## 3 Acquisitions d'entreprises

Le 1<sup>er</sup> février, le 1<sup>er</sup> mai et le 5 octobre 2000, la Société a acquis la totalité des actions en circulation de Systèmes de Sécurité Lister Et Stop inc., 9022-4528 Québec inc. et Riscon Services Limited respectivement. Les placements ont été comptabilisés selon la méthode de l'achat pur et simple. Les résultats d'exploitation de ces sociétés sont inclus à l'état des résultats consolidés depuis leur date d'acquisition. Les passifs nets assumés sont présentés sous la section « Autres » du tableau ci-dessous. Le fonds commercial résultant de ces acquisitions est amorti sur une période de 10 ans.

Le 22 novembre 2000, la Société a acquis 70 % des actions en circulation de Soft Management Inc. et Softalarm Inc. Les placements ont été comptabilisés selon la méthode de l'achat pur et simple. Les résultats d'exploitation de ces sociétés sont inclus à l'état des résultats consolidés depuis leur date d'acquisition. Le fonds commercial résultant de ces acquisitions est amorti sur une période de cinq ans.

Le passif net assumé au cours de l'exercice terminé le 31 janvier 2001 se détaille comme suit :

	Soft Management Inc. et Softalarm Inc.	Autres	Total
	\$	\$	\$
Actif à court terme	108 682	944 227	1 052 909
Actif à long terme	25 083	198 156	223 239
	133 765	1 142 383	1 276 148
Passif à court terme	275 657	1 035 379	1 311 036
Passif à long terme	22 070	179 679	201 749
	297 727	1 215 058	1 512 785
Passif net assumé	(163 962)	(72 675)	(236 637)

### 3 Acquisitions d'entreprises (suite)

La contrepartie se détaille comme suit :

	Soft Management Inc. et Softalarm Inc.	Autres	Total
	\$	\$	\$
Émission d'actions	1 111 600	332 400	1 444 000
Au comptant	331 313	389 284	720 597
Solde de prix de vente	202 000	312 500	514 500
Coût d'acquisition	1 644 913	1 034 184	2 679 097
Fonds commercial résultant de ces acquisitions	1 808 875	1 106 859	2 915 734

### 4 Immobilisations corporelles

	Coût	Amortissement cumulé	2002 Montant net
	\$	\$	\$
Mobilier de bureau	391 242	302 686	88 556
Matériel informatique	417 773	224 565	193 208
Équipement	460 939	338 736	122 203
Matériel roulant	580 972	357 782	223 190
Uniformes	1 459 408	869 535	589 873
Améliorations locatives	87 242	32 099	55 143
	3 397 576	2 125 403	1 272 173

	Coût	Amortissement cumulé	2001 Montant net
	\$	\$	\$
Mobilier de bureau	390 373	281 128	109 245
Matériel informatique	355 334	164 412	190 922
Équipement	455 479	309 333	146 146
Matériel roulant	539 975	275 808	264 167
Uniformes	902 201	376 887	525 314
Améliorations locatives	99 604	15 016	84 588
	2 742 966	1 422 584	1 320 382

### 5 Emprunts bancaires

Les emprunts bancaires, d'un montant autorisé de 8 000 000 \$, portent intérêt au taux préférentiel plus 1,5 %. Les comptes débiteurs, les travaux en cours, une cession générale des créances ainsi qu'une hypothèque mobilière sur la totalité des actifs présents et futurs de la Société ont été portés en garantie des emprunts bancaires.

## 6 Dette à long terme

	2002	2001
	\$	\$
Emprunt portant intérêt au taux préférentiel plus 1,75 %, garanti par la Société de développement industriel du Québec, remboursable en versements mensuels de 833 \$, incluant le capital et les intérêts, échéant en février 2003	10 830	20 837
Emprunts portant intérêt au taux moyen de 10,5 %, garantis par de l'équipement, du mobilier de bureau et du matériel roulant, remboursables en versements mensuels de 5 781 \$, incluant le capital et les intérêts, échéant à diverses dates jusqu'en 2005	79 712	178 397
Soldes de prix de vente, remboursés au cours de l'exercice	—	316 124
Montant dû à un administrateur, remboursé au cours de l'exercice	—	7 384
	90 542	522 742
Moins la partie à court terme	58 513	432 361
	32 029	90 381

Les paiements de capital de la dette à long terme requis pour les trois prochains exercices sont les suivants :

	\$
2003	58 513
2004	24 563
2005	7 466

## 7 Débentures convertibles

	2002	2001
	\$	\$
a) Débentures convertibles, subordonnées aux emprunts bancaires, portant intérêt au taux de 12 %, remboursables à compter du 1 <sup>er</sup> juin 2002 par versements mensuels en capital de 55 555 \$ jusqu'au 30 novembre 2002 et de 69 444 \$ jusqu'au 30 novembre 2004 plus une prime applicable variant de 21,33 % à 42,83 %	2 000 000	4 000 000
Prime courue applicable sur débentures	296 382	375 712
	2 296 382	4 375 712
Moins la partie à court terme	586 767	269 622
	1 709 615	4 106 090

- b) Le détenteur pourrait se prévaloir de son droit de conversion des débentures, plus la prime applicable, en actions de catégorie « A » dans l'éventualité où la Société ferait un appel public à l'épargne, et ce, à un prix égal au prix de l'émission moins un escompte maximal de 20 %. À compter du 22 juin 2002, le détenteur pourra, à son entière discrétion, choisir de convertir les débentures, plus la prime applicable, en actions de catégorie « A » à un prix de 1 \$ l'action, dans un premier temps, pour toute portion de capital qui excède 1 000 000 \$, et ensuite, à un prix de 0,80 \$ l'action pour toute portion de tout solde de capital jusqu'à concurrence de 1 000 000 \$.

## 7 Débentures convertibles (suite)

- c) Les paiements de capital requis, excluant la prime applicable sur débentures, pour les trois prochains exercices sont les suivants :

	\$
2003	472 222
2004	833 333
2005	694 445

## 8 Capital-actions

- a) Autorisé en nombre illimité, sans valeur nominale

Actions de catégorie « A », votantes et participantes

Actions de catégorie « B », pouvant être émises en séries. Les administrateurs sont autorisés à déterminer le nombre d'actions dans chacune des séries et à déterminer la désignation, les droits, les privilèges et les conditions rattachés aux actions de chacune des séries.

- b) Émis et payé

Les mouvements dans le capital-actions émis au cours des deux derniers exercices se résument comme suit :

	Nombre d'actions de catégorie « A »	
		\$
Solde au 31 janvier 2000	18 856 609	1 895 101
Émises à la suite de l'acquisition d'entreprises (note 3)	1 336 365	1 444 000
Émises à la suite de l'exercice de bons de souscription (note 8 dl)	714 286	332 143
Solde au 31 janvier 2001	20 907 260	3 671 244
Émises en vertu d'un placement privé (note 8 cl)	1 750 000	1 705 423
Émises à la suite de l'exercice de bons de souscription (note 8 dl)	528 572	264 286
<b>Solde au 31 janvier 2002</b>	<b>23 185 832</b>	<b>5 640 953</b>

- c) Placement privé

En vertu d'un placement privé daté du 18 juin 2001, la Société a émis 1 750 000 actions de catégorie « A » en contrepartie de 1 750 000 \$ comptant, moins les frais afférents au montant de 44 577 \$.

- d) Bons de souscription

Le 23 juin 1999, la Société a conclu une entente de rémunération dans le cadre de la réalisation du placement privé du 13 août 1999 qui a résulté en l'émission de 100 000 actions de catégorie « A » et 100 000 bons de souscription permettant à son détenteur d'acheter 100 000 actions de catégorie « A » à un prix de 0,50 \$ l'action pour une durée de 24 mois. Au cours de l'exercice 2002, tous ces bons de souscription ont été exercés en contrepartie de 50 000 \$.

Le 13 août 1999, la Société a émis 1 142 858 unités en contrepartie de 400 000 \$ au comptant moins les frais afférents au montant de 21 080 \$. Chaque unité est composée d'une action de catégorie « A » et d'un bon de souscription donnant le droit à son détenteur d'acheter une action de catégorie « A » à un prix de 0,50 \$ l'action jusqu'au 31 juillet 2001. Au cours de l'exercice 2001, des 1 142 858 bons de souscription en circulation, 714 286 ont été exercés en contrepartie de 357 143 \$ moins les frais afférents de 25 000 \$. Au cours de l'exercice 2002, les 428 572 bons de souscription restants ont été exercés en contrepartie de 214 286 \$.

## 8 Capital-actions (suite)

Le 30 novembre 1999, la Société a émis 1 600 000 unités en contrepartie de 1 040 000 \$ au comptant moins les frais afférents au montant de 41 821 \$. Chaque unité est composée d'une action de catégorie « A » et d'un demi-bon de souscription. Un bon de souscription permettra à son détenteur d'acheter une action de catégorie « A » à un prix de 0,95 \$ l'action jusqu'au 30 novembre 2002. Tous ces bons de souscription sont toujours en vigueur au 31 janvier 2002.

### e) Options

La Société a adopté un régime d'attribution d'options d'achat d'actions de catégorie « A » (le « Régime ») qui stipule qu'un maximum de 10 % des actions émises de catégorie « A » sont réservées et offertes en option d'achat aux administrateurs, dirigeants, employés et autre personnel clé de la Société. Le Régime stipule que les termes de l'option ainsi que le prix seront établis par les administrateurs et les autorités boursières compétentes, sujets aux restrictions des prix et autres exigences imposées par la Commission des valeurs mobilières de l'Alberta.

Au 31 janvier 2002, il y avait 1 446 785 (1 469 285 au 31 janvier 2001) options d'achat d'actions de catégorie « A » attribuées et non levées en vertu du Régime. Ces options peuvent être levées jusqu'en mars 2005 et ont une durée de vie contractuelle variant de deux à cinq ans.

Les mouvements dans les options d'achat d'actions de catégorie « A » de la Société se détaillent comme suit :

	Nombre d'actions	2002 Prix de levée \$	Nombre d'actions	2001 Prix de levée \$
Options attribuées au début de l'exercice	1 469 285	entre 0,35 et 1,65	914 285	0,35
Attribuées	27 500	1,00	555 000	entre 0,85 et 1,65
Annulées	(50 000)	1,65	—	—
Options attribuées et pouvant être levées à la fin de l'exercice	1 446 785	entre 0,35 et 1,05	1 469 285	entre 0,35 et 1,65

### f) Actions entières

Au 31 janvier 2002, 6 157 576 actions de catégorie « A » sont entières et seront libérées comme suit :

- 2 066 666 actions de catégorie « A » sont entières pour une période de un an et seront libérées à la troisième date d'anniversaire de la prise de contrôle inversée, soit le 13 août 2002 ;
- 3 200 000 actions de catégorie « A » sont entières et seront libérées à la performance jusqu'à un nombre maximal de 1 600 000 actions libérées par an. Le 13 juillet 2004, les actions non libérées, s'il y a lieu, seront annulées ;
- 644 445 actions de catégorie « A » sont entières contractuellement pour une période de deux ans et seront libérées à raison de 322 222 pour chaque date d'anniversaire de l'acquisition de Soft Management Inc., soit les 22 novembre 2002 et 2003 ;
- 90 909 actions de catégorie « A » sont entières contractuellement pour une période de deux ans et seront libérées à raison de 45 455 pour chaque date d'anniversaire de l'acquisition de Riscon Services Limited, soit les 5 octobre 2002 et 2003 ;
- 22 223 actions de catégorie « A » sont entières contractuellement pour une période de deux ans et seront libérées à raison de 10 111 pour chaque date d'anniversaire de l'acquisition de 9022-4528 Québec inc. (maintenant Garda, Gestion de stationnement inc.), soit les 1<sup>er</sup> mai 2002 et 2003 ;
- 133 333 actions de catégorie « A » sont entières contractuellement pour une période de deux ans et seront libérées à raison de 66 667 à chaque date d'anniversaire de l'acquisition de Systèmes de Sécurité Lister & Stop inc., soit les 1<sup>er</sup> février 2002 et 2003.

## 8 Capital-actions (suite)

g) Le tableau suivant présente le rapprochement du bénéfice net (perte) de base par action :

	2002	2001
	\$	\$
Bénéfice net (perte) de l'exercice	(561 768)	487 928
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation	22 046 546	19 499 947
Nombre d'actions dont l'émission est conditionnelle	(3 200 000)	(4 800 000)
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation pour le calcul du résultat de base par action	18 846 546	14 699 947
Effet des titres potentiellement dilutifs		
Options d'achat d'actions	574 563	608 648
Bons de souscription	—	402 801
Actions dont l'émission est conditionnelle	1 600 000	1 600 000
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation pour le calcul du résultat dilué par action	21 021 109	17 311 396
Bénéfice (perte) de base et dilué par action	(0,03)	0,03

Pour les exercices terminés les 31 janvier 2002 et 2001, la conversion des débetures convertibles en actions de catégorie « A » aurait eu un effet antidilutif sur le bénéfice par action.

La Société a également exclu du calcul du résultat dilué par action, les titres potentiellement dilutifs, et ce, en raison de leur effet antidilutif pour l'exercice terminé le 31 janvier 2002. De plus, pour cet exercice, les titres ci-après ont été exclus du calcul des actions potentiellement dilutives étant donné que le prix de levée était supérieur au cours moyen des actions : 247 500 options d'achat d'actions ayant une fourchette de prix de levée de 1,00 \$ à 1,05 \$; et 800 000 bons de souscription au prix d'exercice de 0,95 \$.

## 9 Variation des éléments hors caisse du fonds de roulement

La variation des éléments hors caisse du fonds de roulement s'établit comme suit :

	2002	2001
	\$	\$
Diminution (augmentation) des		
Comptes débiteurs	(1 598 230)	(1 710 506)
Stocks	(88 290)	14 200
Travaux en cours	390 596	(445 847)
Impôts sur le revenu	91 607	(115 713)
Frais payés d'avance	6 457	(100 560)
Augmentation (diminution) des		
Comptes créditeurs et charges	739 745	156 866
Revenus reportés	50 000	(80 770)
	(408 115)	(2 282 330)

## 10 Impôts sur le revenu

a) Le taux d'imposition sur le revenu diffère du taux de base pour les raisons suivantes :

	2002	2001
	\$	\$
Charge (recouvrement) d'impôts sur le revenu fondée sur le taux combiné d'imposition de base du Canada et du Québec	(173 089)	420 082
Variation d'impôts découlant des éléments suivants :		
Déduction pour entreprise exploitée activement au Québec	30 138	(66 621)
Écart permanent attribuable à l'amortissement du fonds commercial	275 831	146 178
Autres écarts permanents et autres	21 620	(62 275)
	327 589	17 282
Charge d'impôts sur le revenu de l'exercice	154 500	437 364

b) Les impôts futurs comprennent les éléments suivants :

	2002	2001
	\$	\$
Actifs d'impôts futurs		
Pertes reportables et frais d'émission	410 866	1 025 336
Immobilisations	364 740	—
Autres	35 000	19 000
	810 606	1 044 336
Passifs d'impôts futurs		
Immobilisations	—	79 230
	810 606	965 106

c) La Société et ses filiales ont cumulé des pertes fiscales autres qu'en capital et des frais d'émission déductibles totalisant environ 1 174 000 \$ qui peuvent être reportés et portés en diminution du revenu imposable des exercices à venir, et pour lesquels un avantage fiscal a été comptabilisé. Ces pertes et ces frais d'émission peuvent être réclamés au plus tard les :

	\$
31 janvier 2003	108 000
2004	108 000
2005	108 000
2006	334 000
2007	516 000

## 11 Éléments inhabituels

En décembre 2001, la Société a obtenu un nouvel emprunt bancaire lui permettant, entre autres, de rembourser la moitié de ses débetures convertibles. Ces transactions ont engendré des honoraires non récurrents de 590 000 \$.

## 12 Engagements

La Société a des engagements de location pour des espaces à bureau et de l'équipement totalisant 1 122 363 \$. Les versements minimaux s'établissent comme suit pour les cinq prochains exercices :

	\$
2003	446 838
2004	328 036
2005	229 562
2006	66 350
2007	51 577
	1 122 363

## 13 Éventualité

Dans le cours normal de ses affaires, la Société est impliquée dans un certain nombre de procédures légales. Il n'est pas possible de déterminer l'issue de ces procédures à l'heure actuelle et, par conséquent, aucune provision n'a été constituée. La Société estime que le règlement de ces procédures n'aura pas de répercussions défavorables ou favorables importantes sur sa situation financière.

## 14 Information sectorielle

La Société exerce ses activités essentiellement dans un secteur au Canada, soit la prestation de solutions en matière de sécurité.

# Administrateurs et dirigeants

## Conseil d'administration

Stéphan D. Crétier, MBA<sup>1,2</sup>  
*Président du conseil et chef de la direction*  
 Corporation de Sécurité Garda World

C. François Couture<sup>2</sup>  
*Associé*  
 Desjardins Ducharme Stein Monast

Jacques Duchesneau, C.M.  
*Premier vice-président et chef de l'exploitation*  
 Datacom

Michel Lesage<sup>2\*</sup>  
*Vice-président*  
 Investissements Blue Ship inc.

François Plamondon, CA<sup>1</sup>  
*Administrateur de sociétés*

Louis-Philippe Séguin, CFA<sup>1</sup>  
*Président*  
 Investissements Blue Ship inc.

## Dirigeants

Stéphan D. Crétier, MBA<sup>\*</sup>  
*Président du conseil et chef de la direction*

Yani Gagnon, CA, CPA<sup>\*</sup>  
*Vice-président et chef de la direction financière*

Robert Champagne, CRHA  
*Vice-président aux ressources humaines*

Luc Dupont, BAA  
*Directeur général, développement des affaires*

Luc Simard  
*Directeur régional, est du Québec*

Maxime Laviolette  
*Directeur régional, Ontario et ouest du Canada*

Claude Poirier  
*Directeur général, SoftManagement Inc.*

1 Comité de vérification

2 Comité de régie d'entreprise

\* Officiers

## Renseignements généraux

### Siège social

Corporation de Sécurité Garda World  
705, rue Bourget  
Montréal (Québec) H4C 2M6  
Tél. : (514) 937-7487  
Télec. : (514) 937-1160

### Succursales

#### QUÉBEC

1220, boul. LeBourgneuf  
Bureau 120  
Québec (Québec) G2K 2G4  
Tél. : (418) 627-0088 1 800 267-6033  
Télec. : (418) 627-4992

#### MISSISSAUGA

6535 Millcreek Drive, Unit 43  
Mississauga (Ontario) L5N 2M2  
Tél. : (905) 813-8844  
Ligne directe : (905) 813-8065  
Télec. : (905) 813-8804

#### EDMONTON

11810 Kingsway Avenue, Suite 37  
Edmonton (Alberta) T5G 0X5  
Tél. : (780) 454-5844  
Télec. : (780) 488-6298

### Relations avec les investisseurs

Stéphan D. Crétier  
scretier@garda.ca  
Yani Gagnon  
ygagnon@garda.ca

### Assemblée annuelle

Le 12 juillet 2002 à 9 h  
Club Universitaire de Montréal  
2047, rue Mansfield  
Montréal (Québec)

### Avocats

Séguin Racine S.E.N.C.

### Agent de transfert et registraire

Compagnie Trust CIBC Mellon

### Vérificateurs

PricewaterhouseCoopers S.R.L.

### Information boursière

(au 31 janvier 2002)

Inscription : bourse de croissance TSX

Symbole : GW

Nombre d'actions en circulation : 23 185 832

Actions détenues par le public : 12 915 864

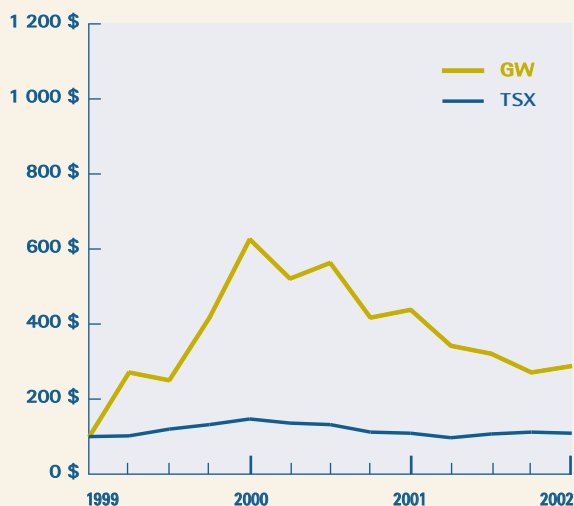
Haut/Bas (52 semaines) : 1,27 \$/0,55 \$

Cours récent (31-05-02) : 0,69 \$

### Performance boursière

#### Garda World versus l'Indice composé S&P/TSX

Rendement cumulé d'un placement de 100 \$ effectué le 1<sup>er</sup> août 1999



*This report is also available in English.*

**CORPORATION DE SÉCURITÉ**

**GARDA WORLD**

705, RUE BOURGET

MONTRÉAL (QUÉBEC)

H4C 2M6